

Comment donner forme à la mondialisation

Martin Wolf

Si l'on s'y prend bien, cela pourrait mener à une ère de paix et de prospérité incomparable; si l'on s'y prend mal, cela mènerait au désastre

LA MONDIALISATION est la grande tendance de notre ère. Elle modèle non seulement les économies, mais aussi les sociétés, les régimes et les relations internationales.

Beaucoup de gens considèrent que, pour le meilleur ou pour le pire, c'est aussi un courant irrésistible. Mais l'histoire suggère qu'il n'en est rien. Nous ne pouvons pas présumer que la mondialisation va persister, ni qu'elle ne produira que des effets désirables. Mais nous devons nous convaincre qu'il nous appartient de lui donner forme.

Si l'on s'y prend bien, ce siècle pourrait être une ère de paix, de partenariat et de prospérité sans parallèle dans l'histoire. Si l'on s'y prend mal, cela pourrait être un désastre aussi total que l'effondrement du monde d'avant la Première Guerre mondiale entre 1914 et 1945.

La mondialisation, c'est l'intégration de l'activité économique par delà les frontières. Elle s'accompagne d'autres formes d'intégration — avant tout,

la circulation des personnes et des idées. Trois forces interactives — la technologie, les institutions et les politiques publiques — lui donnent forme.

Dans le courant de l'histoire, l'*innovation technique et intellectuelle* a été le moteur de la mondialisation. Elle a réduit le coût des transports et de la communication, accru les possibilités d'échanges économiques fructueux à plus longue distance. À long terme, ces possibilités seront exploitées.

Avant même la révolution industrielle, l'homme a appris à naviguer à la voile sur les mers, ce qui a favorisé l'avènement d'empires s'étendant sur plusieurs continents, les migrations de populations à travers les océans et l'expansion du commerce mondial. Mais le progrès technique s'est accéléré après la révolution industrielle et ouvert de nouvelles perspectives.

À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, les forces motrices de la mondialisation étaient la locomotive et le bateau à vapeur ainsi que le télégraphe. De nos jours, ses chevilles ouvrières sont le navire porte-conteneurs, l'avion à réaction, l'Internet et le téléphone portable.

L'intégration des communications et de l'informatique est la révolution technologique de notre ère. En 2014, il y a dans le monde 96 abonnés à un service de téléphonie mobile et 40 usagers de l'Internet pour 100 habitants. Ces services ne représentaient quasiment rien il y a vingt ans. L'information est de plus en plus numérique, et le monde de plus en plus interconnecté. C'est une transformation révolutionnaire.

Les *institutions* ont aussi leur importance. Historiquement, les empires ont facilité le commerce avec les contrées lointaines. C'était le cas avant les temps modernes, et encore plus pendant l'essor des empires maritimes européens, du XVI^e au XX^e siècle. Aujourd'hui, les institutions qui facilitent le commerce avec l'autre bout du monde sont les traités internationaux et les organisations multilatérales : l'OMC, le FMI et des clubs régionaux tels que l'Union européenne.

Les institutions semi-publiques ou purement privées jouent aussi un rôle non négligeable. Songeons aux grandes compagnies commerciales, par exemple la Compagnie britannique des Indes orientales, et à l'essor de la société par actions à responsabilité limitée depuis le XIX^e siècle. Autres acteurs importants : les marchés organisés, no-

Participant à la foire de Pushkar, au Rajasthan, Inde.



tamment les marchés financiers qui, après des débuts modestes, sont devenus les réseaux planétaires fonctionnant 24 heures sur 24.

Alors que la technologie a toujours progressé dans le même sens — celui d'une intégration économique plus poussée —, ce n'est pas le cas des institutions. Les empires se sont faits et défaits. Lorsque les empires coloniaux européens ont disparu après la Seconde Guerre mondiale, la plupart des pays ayant gagné leur indépendance ont tourné le dos au commerce international, jugeant qu'ils en faisaient les frais.

Et voici qu'intervient la troisième force motrice : les *décisions gouvernementales*. En recherchant l'autosuffisance, les pays en développement devenus indépendants ont pris le contrepied des précédentes orientations. La plus importante inflexion du cours de l'histoire a été l'effondrement universel de la mondialisation qui s'est produit après les deux guerres mondiales et la Grande Dépression. L'ordre monétaire international s'est désintégré, et les échanges commerciaux se sont réduits comme peau de chagrin.

Après la Seconde Guerre mondiale, une vague de libéralisation limitée, principalement du commerce et des transactions courantes, a parcouru les pays à haut revenu, sous les auspices des États-Unis. Puis, à la fin des années 70 et durant les deux décennies suivantes, la libéralisation des marchés intérieurs, l'ouverture au commerce international et l'assouplissement du contrôle des changes se sont étendus à l'ensemble du monde.

Les étapes cruciales de ce processus ont été la politique de «réforme et ouverture» adoptée par la Chine à la fin des années 70 sous l'impulsion de Deng Xiaoping; l'accession de Margaret Thatcher au poste de Premier Ministre du Royaume-Uni en 1979 et l'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis en 1980; le lancement du «marché unique» par l'Union européenne en 1985; le cycle des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, qui a débuté en 1986 et s'est achevé huit ans plus tard; l'effondrement de l'empire soviétique entre 1989 et 1991; l'ouverture de l'Inde après sa crise des changes en 1991; le lancement de l'Union monétaire européenne décidé en 1992; la création de l'OMC en 1995; et l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001.

L'attrait de l'économie de marché

Ces transformations témoignent du rejet de la planification centrale et de l'autosuffisance par les pays, qui ont opté pour l'économie de marché, la concurrence et l'ouverture. Il ne s'agit pas d'un empire planétaire. Pour la première fois de l'histoire, l'économie mondiale intégrée connecte des activités situées dans un grand nombre d'États indépendants avec un objectif commun : la prospérité.

Et ça a fonctionné, quoique de manière imparfaite. D'après le McKinsey Global Institute (2014), les flux de biens, services et capitaux ont augmenté, passant de 24 % du PIB mondial en 1980 à 52 % en 2007, juste avant la Grande Récession. Entre 1995 et 2012, le ratio commerce de biens/PIB mondial est passé de 16 à 24 %.

Quasiment tous les pays se sont ouverts au commerce. Le ratio du commerce de biens (exportations plus importations) au PIB de la Chine, négligeable dans les années 70, a bondi à 33 % en 1996 et à 63 % en 2006, avant de tomber en chute libre pendant la crise financière. En Inde, le ratio commerce/PIB est passé de 18 % en 1996 à 40 % en 2008 (graphique 1).

Un moteur important de cette expansion du commerce a été la disponibilité d'une main-d'œuvre bon marché dans les pays

émergents. Avant la Première Guerre mondiale, la meilleure affaire constituait à incorporer des pays non développés, des Amériques en particulier, dans la chaîne de production pour l'économie mondiale. Cette fois, on avait la possibilité d'y incorporer des milliards de personnes d'abord comme travailleurs, puis comme consommateurs et épargnants.

Le commerce des pays émergents a connu une croissance explosive. En 1990, 60 % du commerce de marchandises étaient concentrés dans les pays à haut revenu, 34 % étaient partagés entre les pays à haut revenu et les pays émergents, et 6 % seulement parmi les pays émergents. En 2012, les pourcentages étaient de 31 %, 45 % et 24 %, respectivement.

Les compagnies multinationales sont des acteurs de premier plan. Cela transparait, entre autres, dans l'accroissement des investissements directs étrangers (IDE), qui permettent l'acquisition d'entreprises au-delà des frontières. En 1980, le montant des IDE était négligeable. Aujourd'hui, ils représentent un flux non seulement considérable (en moyenne 3,2 % du PIB mondial entre 2005 et 2012) mais stable. Ils ont été utiles à trois égards — comme source de transfert des connaissances, comme instrument de promotion de l'intégration économique transfrontalière et comme forme de financement stable.

D'autres domaines de la finance internationale ont été bien moins stables. Le total des flux financiers transfrontaliers a culminé à 21 % du PIB mondial en 2007, puis a chuté à 4 % en 2008 et à 3 % en 2009. Il s'est légèrement redressé depuis. Mais les crédits transfrontaliers, les émissions obligataires et les investissements de portefeuille n'ont pas regagné leurs niveaux d'avant la crise, même en 2012. Les crédits transfrontaliers, surtout bancaires, ont été très fluctuants, comme en période de crise (graphique 2).

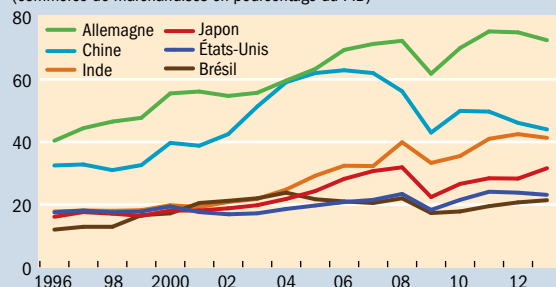
Si les flux commerciaux et financiers ainsi que la communication ont rapidement augmenté, ce ne fut pas le cas des mouvements des personnes. Le nombre des voyageurs internationaux et des étudiants à l'étranger s'est sensiblement accru, mais celui des migrants a progressé à peu près au même rythme que celui de la population mondiale — malgré d'énormes écarts de salaires réels. Les flux commerciaux et financiers se substituent dans une certaine mesure aux déplacements de la main-d'œuvre. Et, pourtant, il y a

Graphique 1

Ouverture

Jusqu'à la récession mondiale de 2008, les grands pays se sont ouverts de plus en plus largement au commerce international.

(commerce de marchandises en pourcentage du PIB)



Source : base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (2014).

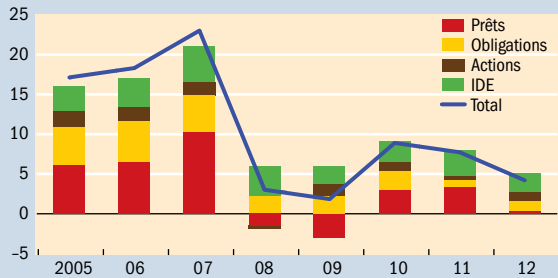
Note : Le commerce de marchandises est la somme des exportations et des importations.

Graphique 2

Inconstance de la finance

À part les investissements directs étrangers, les flux financiers transfrontaliers ont été très instables pendant les années qui ont précédé et suivi la crise mondiale de 2008.

(flux financiers en pourcentage du PIB mondial)



Source : McKinsey Global Institute (2014).

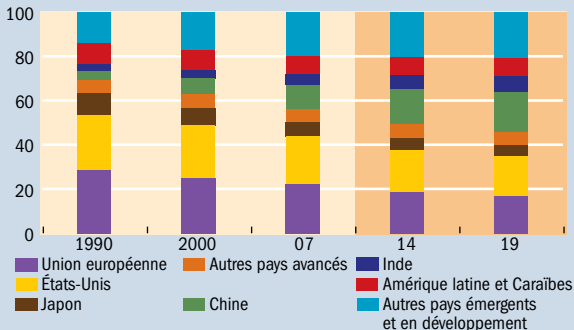
Note : IDE = investissements directs étrangers, qui sont des prises de participation au capital d'entreprises étrangères.

Graphique 3

Rééquilibrage des forces

Les pays avancés, y compris les États-Unis et l'Union européenne, représentent une part décroissante du PIB mondial, alors que la Chine et l'Inde montent en puissance.

(part du PIB mondial, en pourcentage)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2014.

Note : Les chiffres de 2014 et de 2019 sont prévisionnels. Le PIB est évalué en parités de pouvoir d'achat – le taux de conversion auquel les monnaies permettent d'acheter la même quantité de biens et services dans chaque pays.

encore de puissants mouvements de populations des pays pauvres vers les pays plus riches, en particulier d'une rive à l'autre du Rio Grande et de la mer Méditerranée.

La mondialisation s'est donc traduite par une augmentation de l'activité économique transfrontalière. Mais la situation est plus complexe s'agissant de la prospérité.

L'âge de la mondialisation a rapidement déplacé les pôles d'activité économique. En 1990, les pays à haut revenu représentaient 70 % du PIB mondial en parités de pouvoir d'achat (ou PPA), la part de l'Union européenne étant de 28 % et celle des États-Unis de 25 %. En 2019, d'après le FMI, le total ne sera plus que de 46 %.

Au cours de la même période, la part de la Chine passera de 4 à 18 % et celle de l'Inde de 3 à 7 %. La rapide croissance des pays émergents les plus performants qui en est la cause ne se serait pas produite sans l'ouverture au commerce mondial et l'accès au savoir-faire qu'a permis la mondialisation (graphique 3).

Il y a aussi eu une certaine convergence des niveaux de vie (graphique 4). Le rapport entre le PIB par habitant de la Chine et celui des États-Unis devrait passer de 2 % en 1980 à 24 % en 2019. C'est une performance extraordinaire à tous égards. La Chine est devenue un pays à revenu intermédiaire dont le PIB par habitant en PPA devrait dépasser celui du Brésil en 2019. Celui de l'Inde a aussi progressé, mais dans de moindres proportions. Même constat pour l'Indonésie et la Turquie. Mais, d'après les prévisions, le Brésil et le Mexique seront plus pauvres en 2019, par rapport aux États-Unis, qu'ils ne l'étaient en 1980. Il s'avère ardu de saisir les chances qu'offre la mondialisation.

Recul de la pauvreté de masse

L'âge de la mondialisation a fait reculer de façon prodigieuse la pauvreté de masse, encore une fois largement du fait de la Chine. Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (en PPA) a chuté de 77 % en 1981 à 14 % en 2008 (Banque mondiale, 2014). En Asie du Sud, le taux d'extrême pauvreté est tombé de 61 % en 1981 à 36 % en 2008. En Afrique subsaharienne, par contre, ce taux, de 51 % en 1981, était encore de 49 % en 2008.

Enfin, la mondialisation s'est accompagnée de changements complexes dans la distribution des revenus entre et au sein des pays. Branko Milanovic (2012), de la Banque mondiale, suggère que le degré d'inégalité entre les individus dans le monde est resté à peu près constant durant l'ère de la mondialisation, car les inégalités croissantes dans la plupart des pays compensent le fait que quelques grands pays émergents sont parvenus à accroître le niveau de leur revenu moyen par rapport à celui des pays riches. Il démontre aussi que la tranche des 5 % bénéficiant des plus hauts revenus a engrangé une grosse augmentation, et la tranche des 1 %, une très grosse augmentation de leur revenu réel entre 1988 et 2008. Ceux qui se trouvent entre le 10^e et le 70^e percentile à partir du bas de l'échelle ont aussi bien prospéré.

Deux groupes ont, par contre, été relativement mal lotis : la tranche des 10 % inférieurs, les plus pauvres au monde, et ceux qui se situaient entre le 70^e et le 95^e percentile, à savoir les groupes à revenu intermédiaire ou faible dans les pays à haut revenu. Ainsi, une hausse en général bénéfique des revenus réels est allée de pair avec une montée des inégalités dans beaucoup de pays à haut revenu. Les explications sont complexes, mais la mondialisation était certainement une des causes.

Que nous réserve l'avenir ?

La technologie restera le moteur de l'intégration. Bientôt presque tous les adultes et bon nombre d'enfants auront un appareil mobile leur permettant d'accéder instantanément à toute information disponible en ligne. Il ne leur en coûtera presque rien pour transmettre tout ce qui peut se numériser — information, données financières, divertissement, etc. Le volume des échanges ne peut qu'exploser.

Alors que la technologie progresse de manière fulgurante dans certains domaines, les coûts ne se réduisent pas sensiblement dans d'autres, par exemple le transport des marchandises et des personnes. Il faut donc s'attendre à des avancées bien plus significatives dans les échanges d'idées et d'informations que dans la circulation des marchandises et des gens.

L'évolution des institutions et des politiques gouvernementales est plus incertaine. L'échec le plus patent est celui du système financier

libéralisé et mondialisé. Il y a eu 147 crises bancaires entre 1970 et 2011 (Laeven et Valencia, 2012), dont certaines de portée mondiale — en particulier la crise asiatique de 1997–98 et la Grande Récession de 2008–09 et la crise de la zone euro subséquente. Elles ont eu un énorme coût économique et budgétaire. En dépit des efforts déployés pour améliorer la solidité du système financier et l'efficacité de la régulation et de la supervision, la réussite reste incertaine.

Flottement monétaire

Le désordre financier est étroitement lié au système monétaire. Depuis 1971, le monde a connu un régime de monnaies flottantes, dominé par le dollar EU. Il a fonctionné, mais s'est avéré très instable. Beaucoup d'observateurs se plaignent qu'il a permis aux États-Unis d'adopter des politiques qui ont causé des flux et reflux imprévisibles et incontrôlables de capitaux pour les malheureux outsiders. Et, pourtant, l'étalon dollar si mal aimé va sans doute subsister, car aucune autre monnaie ou accord international n'a la moindre chance de recueillir le consentement nécessaire, du moins dans le proche avenir.

La politique commerciale a été relativement ferme, car les pays à haut revenu ont remarquablement bien résisté à la tentation du retour au protectionnisme. Mais les efforts pour conclure le cycle de Doha ont échoué, et l'avenir des plans ambitieux (et controversés) d'accords commerciaux multilatéraux est incertain. Peut-être la vogue de la libéralisation des échanges est-elle passée. Il est possible que la croissance du commerce mondial de marchandises reste au ralenti de façon permanente.

Certains États cherchent à contrôler l'Internet. Mais il y a gros à parier que cela ne stoppera pas le flux de l'activité commerciale, bien que cela puisse réduire l'accès des citoyens à des opinions politiquement inconfortables. Dans le même temps, les restrictions à la circulation des personnes vont sans doute se multiplier, et non diminuer, au cours des prochaines années.

Si l'interconnexion des économies s'est renforcée, ce sont toujours les gouvernements qui assurent la sécurité, appliquent les lois, régulent le commerce et gèrent la monnaie. Lorsque le

commerce à libre cours, cela touche plusieurs juridictions et, par définition, il faut qu'elles s'accordent toutes sur le système de lois et règlements qui encadre les transactions.

Ce contraste entre les sphères économiques et politiques de notre univers mondialisé est une cause d'imprévisibilité. Pour permettre le développement des échanges, il faut que les États s'accordent pour coordonner en profondeur leurs institutions et politiques, comme c'est le cas dans l'Union européenne. Cette intégration peut aussi causer des tensions, comme l'a montré la crise de la zone euro. Aux yeux de beaucoup de pays, de nos jours, un tel degré d'intégration est impensable.

Pour toutes ces raisons, la mondialisation va certainement rester assez limitée. Les gens commercent plus volontiers avec leurs concitoyens qu'avec des étrangers. C'est en partie à cause de l'éloignement, mais c'est aussi affaire de confiance et de transparence. Les frontières ont et continueront à avoir leur importance.

Au bout du compte, il faut que les dirigeants politiques acceptent l'ouverture et, pour ce faire, prennent en compte les réalités politiques internes. À l'heure où la croissance est morose et les inégalités s'accroissent dans beaucoup de pays, notamment à haut revenu, il est hélas impossible de tabler sur un consentement durable. L'être humain reste tribal et les nations restent rivales.

En 1910, à l'apogée de la mondialisation d'avant la Première Guerre mondiale, le politicien et journaliste britannique Norman Angell écrit *La Grande Illusion*, dont la thèse était que la guerre serait économiquement futile. Il avait raison. Les dirigeants de presque tous les pays en conviennent maintenant : les conflits ne peuvent pas accroître la prospérité de leurs nations. Mais, comme l'ont prouvé les événements de 1914, ce n'est pas parce que la guerre est ruineuse que l'on peut l'éviter, même si l'apparition de l'arme nucléaire a porté le coût d'un conflit à des hauteurs inimaginables.

Même si la paix entre les grandes puissances est maintenue, il est possible qu'il n'en aille pas de même pour la coopération nécessaire afin de promouvoir la poursuite de l'intégration et la prospérité économique mondiale. L'un des principaux enjeux va consister à gérer le déclin de l'Occident et la montée en puissance de la Chine et d'autres pays émergents. L'histoire nous enseigne que ni la technologie, ni l'économie ne peuvent garantir l'avenir de la mondialisation à court et moyen terme; seuls les choix politiques sont décisifs. Il nous appartient à tous de tirer judicieusement parti des chances que la mondialisation nous offre. ■

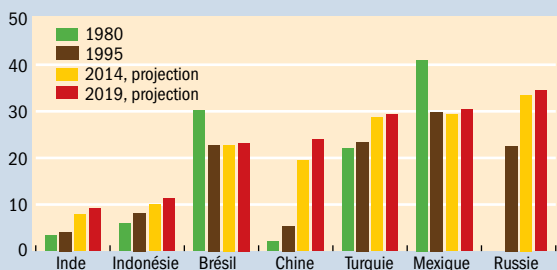
Martin Wolf est rédacteur en chef adjoint et commentateur économique en chef au Financial Times.

Graphique 4

Convergence des niveaux de vie

Depuis 1980, le PIB par habitant de certains pays émergents (mais pas tous) a augmenté par rapport à celui des États-Unis.

(PIB par habitant, en pourcentage du PIB par habitant américain)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2014.
 Note : Le PIB est évalué en parités de pouvoir d'achat — le taux de conversion auquel les monnaies permettent d'acheter la même quantité de biens et services dans chaque pays. L'ordre des pays est basé sur le PIB par habitant relatif prévisionnel de 2019 — du plus bas (Inde) au plus élevé (Russie).

Bibliographie :

Banque mondiale, 2014, Indicateurs du développement dans le monde (*Washington*). <http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-2014-book.pdf>

Laeven, Luc, and Fabián Valencia, 2012, "Systemic Crises Database: An Update," IMF Working Paper 12/163 (*Washington: International Monetary Fund*).

McKinsey Global Institute, 2014, *Global Flows in a Digital age: How Trade, Finance, People, and Data Connect the World Economy* (*Seoul, San Francisco, London, Washington*).

Milanovic, Branko, 2012, "Global Income Inequality by the Numbers: In History and Now—An Overview" *World Bank Policy Research Working Paper 6259* (*Washington*). <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6259>.